



03/08/2010

Le Secrétaire Général

	DEST	COPIE
PR		
COLL		
DG		X
DGA		
RCS		
DRAF		
DAJ		
DAEI		
DSE		
DSC		
DAEP		
MMOM		
DHDC	X	
DAP		

Monsieur DISTLER
Directeur général
ARCEP
7 square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Paris, le 30 juillet 2010

N/Réf : D10 168

Monsieur le Directeur Général,

À la suite de l'entretien que Pierre Danon a eu avec le président de l'ARCEP, où ce dernier nous a assuré que la neutralité technologique était fondamentale dans les projets de déploiement du très haut débit, je souhaitais vous expliciter les éléments déjà échangés avec vos services à l'occasion du projet de décision de l'Autorité sur les zones moins denses¹. L'existence des réseaux câblés et leur évolution constituent en effet, pour les déploiements du très haut débit, un fort potentiel de concurrence par les infrastructures, qui devrait être pris en compte dans les orientations réglementaires envisagées pour ouvrir ces marchés à la concurrence.

À ce jour, Numericable a construit 1,8 millions de prises en zones peu denses et entend poursuivre ses investissements.

D'abord, l'ARCEP a pris des décisions structurantes sur la fibre en zones très denses, qui commencent à être mises en œuvre. Le début des travaux de déploiement devrait permettre de tirer des leçons plus opérationnelles sur la mutualisation de la fibre. C'est pourquoi Numericable s'interroge sur l'opportunité de réglementer rapidement un marché encore très incertain, avant ce retour d'expérience : si les règles envisagées dans la présente décision s'avéraient inadaptées, elles pourraient risquer d'ériger des barrières à l'entrée et dissuader pour longtemps tout investissement concurrentiel dans les zones moins denses.

Ensuite, Numericable saisit mal l'articulation du projet de décision avec le cadre concurrentiel européen et français, précisé par la LME. Alors que cette dernière visait en effet à ouvrir à la concurrence les déploiements fibres dans les immeubles collectifs, où pourrait résider un risque de monopole, l'actuel projet en zone moins dense, à la lumière du corps argumentaire de la décision et des discussions menées en multilatérale, revient en l'état à :

- élever les barrières à l'entrée sur le marché des raccordements en zones moins denses, en imposant des règles techniques minimales (taille des points de mutualisation de plus de 300 lignes, qui ne permet qu'à France Télécom, disposant de locaux, de remplir cette condition) ;
- favoriser de ce fait l'organisation du marché entre les trois principaux opérateurs du marché de détail du haut débit ;
- restreindre également la concurrence sur les infrastructures en encourageant et protégeant des monopoles de zones sur les réseaux de desserte horizontaux.

Le projet de décision en l'état, à travers une forme de régulation symétrique du marché et malgré les exceptions théoriques évoquées, se rapporte en pratique au réseau de France Télécom et contraint de fait tous les acteurs à y calquer leur infrastructure et *in fine* à s'y raccorder. Ainsi, l'ARCEP n'envisage une zone de « mise en cohérence » des déploiements qu'en référence aux NRA de FT, ne laissant aucune possibilité à des organisations alternatives.

Cette mise en cohérence doit intégrer les différents réseaux déjà déployés :

- le réseau téléphonique de France Télécom ;
- le réseau câblé de Numericable ou des régies municipales ;
- les réseaux de collecte d'initiative publique qui relient les NRA de France Télécom et les têtes de réseau câblés de Numericable.

¹ Projet de décision, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses, mis en consultation le 11 juin 2010

Et le fait est qu'à travers ce biais très asymétrique, le projet en l'état oublie, et donc pénalise, les déploiements Très Haut Débit déjà réalisés en France, dans les zones moins denses (zones 2 et 3), par d'autres acteurs : Numericable et les réseaux de collecte d'initiative publique.

En particulier, le projet oublie et risque de rendre caduc pour les déploiements FTTH le réseau câblé de 4,3 millions de prises dans les zones 2 et 3, qui représente pourtant, sur son emprise, la seule véritable infrastructure alternative concurrentielle privée et crédible face au réseau de France Télécom, qu'il s'agisse des besoins actuels ou des déploiements futurs.

Numericable souhaiterait donc que tout projet de réglementation soit réexaminé à la lumière de la concurrence par infrastructure qui existe aujourd'hui et qui pourrait être lésée par toute mesure de rétablissement de monopoles locaux de fait.

Sur le détail du projet de décision, vous trouverez ci-joint en annexe quelques observations d'ordre pratique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes meilleures salutations.



Jérôme Yomtov

Annexe : observations sur le détail du projet de décision

Numericable remercie l'ARCEP de prendre en considération l'existence d'opérateurs d'immeubles qui ne seraient pas forcément opérateurs commerciaux et de préciser le principe que « si un opérateur d'immeuble n'est pas lui-même opérateur commercial et n'utilise pas de fibre pour ses propres besoins, un opérateur tiers doit pouvoir être désigné par lui pour répondre aux demandes d'accès des opérateurs tiers. » Il conviendrait toutefois de traduire ce principe en obligation ou droit, pour en assurer l'effectivité.

L'article 3 du dispositif pose un problème de certitude : il ne prévoit pas ce qui départagera les opérateurs alternatifs de France Télécom en cas de présence concomitante dans une même zone, et n'assure pas les premiers de ne pas être systématiquement disqualifiés dans ce conflit, compte tenu de l'avantage intrinsèque donné aux infrastructures de France Télécom.

Cet avantage est renforcé par l'article 4 qui nécessite la connaissance du réseau de France Télécom et désavantage par construction tout autre opérateur qui, n'ayant pas accès à cette information, n'est pas en mesure de savoir, au moment de ses projets de déploiements, s'il respecte son obligation.

Cette dissymétrie ne pourrait être rompue qu'avec l'imposition de l'obligation, pour France Télécom, de publier l'intégralité des informations de réseau nécessaires aux autres opérateurs pour qu'ils remplissent leur obligation. Il conviendrait également, pour s'assurer que l'opérateur d'immeuble peut effectivement raccorder les opérateurs tiers, que France Télécom publie et mette à jour régulièrement son SIG avec notamment le taux d'occupation des alvéoles et les prévisions d'occupation qui peuvent provenir d'autres opérateurs.

L'article 5 nécessite pour sa mise en œuvre la création de systèmes d'information communs (base commune des adresses, etc.)

L'article 6 a pour conséquence d'imposer une offre passive comme seule offre d'accès de couche basse. Il est à craindre que cette contrainte, qui n'apporte aucun avantage technique par rapport à d'autres offres de couche basse de type lambda, soit au contraire, dans des zones moins denses où les distances sont longues, source d'inefficacité économique en incitant à la duplication des fibres. Ce choix technique est d'autant moins justifié que la décision envisage précisément la possibilité d'héberger de toute façon des équipements actifs au PM.

Il sera enfin impossible à tout autre opérateur que France Télécom, disposant déjà de bâtiments, de remplir les conditions de l'article 7. Il est en effet improbable que les municipalités autorisent l'implantation, sur les chaussées, d'armoires de rue de la dimension nécessaire pour remplir cette obligation.

Cette impasse pourrait être accentuée par les provisions de l'article 8, qui peut rendre un opérateur prêt à déployer tributaire d'exigences disproportionnées des opérateurs répondant à la consultation. En particulier, il n'est pas fixé de limites au nombre d'opérateur présents ou à venir pouvant imposer leurs équipements et demander des fibres dédiées.

Il conviendrait ainsi *a minima* de permettre le déport des équipements actifs dans des shelters et armoires dédiés, sous la responsabilité des opérateurs qui en demandent, afin d'opérer un meilleur partage des responsabilités et donner une meilleure sécurité juridique sur la dimension des PM à prévoir pour un opérateur d'immeuble.